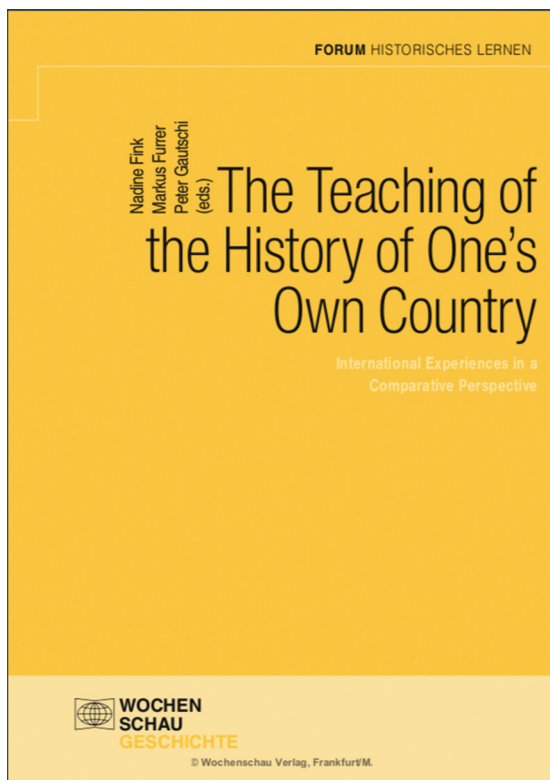


Aurélie De Mestral, Haute école pédagogique Vaud, Lausanne

**Fink Nadine, Furrer Markus, Gautschi Peter (eds.),
*The Teaching of the History of One's Own Country.
International Experiences in a Comparative Perspective*¹**



Dans le contexte actuel de complexification sociale entre repli national et ouverture sur le monde, cet ouvrage, publié en 2020, interroge la place et le rôle de l'enseignement de l'histoire de son propre pays dans différents contextes nationaux où les échelles des références historiques sont diverses, tant à la fois mondiale, nationale que régionale. Il est l'aboutissement de multiples recherches comparatives menées en didactique de l'histoire

qui visent à déterminer le rôle de l'enseignement de cette discipline dans une réflexion critique sur l'histoire de son pays. *In fine*, l'objectif, certes ambitieux, énoncé dans le premier chapitre de Nadine Fink, Peter Gautschi et Markus Furrer, est de fournir des outils nécessaires pour dépasser l'usage utilitariste de l'histoire dans un cadre interprétatif purement national et le cloisonnement dans un discours identitaire. Ils nous soumettent ainsi à une question épineuse : sans abandonner l'étude de l'histoire nationale, comment rendre celle-ci intelligible et ouverte sur le monde ? Publié en trois langues – allemand, français et anglais –, ce livre ambitionne de faire dialoguer l'enseignement de l'histoire de son propre pays dans différents contextes nationaux multiculturels, où se pose parfois la question de l'inclusion de minorités. Les multiples approches et méthodologies d'analyse, fondées sur des corpus variés, exposées dans ce volume, tentent d'apporter des réponses aux questions suivantes : comment l'histoire de son propre pays est-elle racontée ? Quel est le rôle de l'école dans ces transmissions ?

Le premier ensemble des 16 chapitres composant l'ouvrage regroupe des contributions qui traitent de pays multiculturels et plurilingues. Karel van Nieuwenhuysen éclaire ainsi le contexte belge, terre d'immigration multiculturelle, divisé idéologiquement et socio-économiquement, dans lequel s'insère un enseignement de l'histoire qui contribue à la quête identitaire des communautés linguistiques francophones et flamandes et où se trouvent des enseignants en difficulté à l'idée de créer le débat. Au Cameroun, Eugène Désiré Eloundou et Ndobegang Michael Mbapndah relèvent, quant à eux, l'homogénéité des représentations et des pratiques enseignantes centrées sur la transmission de connaissances factuelles, ainsi que les difficultés des enseignants face à un contexte

¹ Frankfurt: Wochenschau Verlag, 2020, 359 p.

de tensions post-coloniales. D'autres contributions montrent combien l'histoire enseignée en Suisse est diverse en fonction des particularités cantonales: par exemple, au niveau des contenus, historiquement influencés par les questions confessionnelles (Helene Müllhestein), ou de la place différente accordée à l'histoire dans les examens de maturité en fonction du canton (Michel Charrière). Toutefois, l'étude menée par Markus Furrer et Lyonel Kaufmann démontre que les récits d'histoire proposés dans les moyens actuels d'enseignement suisses alémaniques et romands déconstruisent certains éléments constitutifs de l'identité helvétique afin de tendre vers une «européanisation» du récit national désormais mis en lien avec des processus européens et mondiaux. Plus largement, Nadine Fink et Peter Gautschi effectuent une contextualisation éclairante de l'identité helvétique dans le cadre plus vaste de la culture historique puis, à l'appui d'une leçon sur la naissance de la Suisse, identifient dix caractéristiques qui permettent d'analyser de manière interculturelle les leçons d'histoire. Alors que leur contribution rappelle, à juste titre, l'importance des élèves dans l'étude de l'enseignement de cette discipline, Nicole Riedweg et Peter Gautschi, quant à eux, interrogent les enseignants et les impacts didactiques de leurs représentations sur leur enseignement. Dans la même veine, Sabrina Moisan, Paul Zanazanian et Aude Maltais-Landry effectuent de riches portraits d'enseignants, considérés comme «*des agents potentiels de changement et d'émancipation*» (p. 210) dans le contexte québécois où coexistent plusieurs communautés, et examinent leurs différentes conceptions de la population, de la société et de l'histoire ainsi que l'éventuelle intégration de la pluralité des expériences dans leur enseignement. Le deuxième ensemble comprend des contributions relatives à des contextes plutôt homogènes, toutefois confrontés à des enjeux de mémoire et à l'inclusion de minorités. Dans le champ de tensions qui traverse la mémoire de la Seconde Guerre mondiale au Japon, les pratiques de l'enseignement de l'histoire restent transmissives et magistrocentrées malgré des directives qui visent à favoriser les pratiques des élèves (Akiko Utsunomiya et Nobuyuki Harada). Sun Joo Kang, quant à elle, examine les points de vue dominants des

enseignants et tente de dépasser le débat entre une histoire centrée sur la Corée et une approche interculturelle de l'histoire, afin de mettre en valeur l'intérêt d'explorer les éléments qui ont influencé le processus de formation de l'identité.

Enfin, deux chapitres abordent des situations de litige dues à la création imposée d'un État-nation. Dans le cas d'Israël, Bob Mark revient sur un projet d'histoire familiale mené avec une classe d'une école primaire bilingue palestinienne-juive intégrée en Israël: tirer parti de la mosaïque des histoires que les enfants juifs et palestiniens apportent en classe depuis leur famille permet de réunir le collectif de la classe autour d'un projet d'exploration de l'histoire proche des élèves, tout en mettant en dialogue des récits historiques contradictoires et en examinant l'asymétrie existante entre groupes majoritaire et minoritaire. Dans le cas de la Nouvelle-Zélande – société coloniale –, l'approche non interventionniste du gouvernement à l'égard du plan d'étude d'histoire engendre, selon Michael Harcourt, une certaine instabilité dans l'enseignement de l'histoire de la colonisation, eurocentré, voire l'ignorance problématique des Blancs quant à la question du colonialisme.

Finalement, trois rapports de recherche s'achoppent à la question de l'enseignement de l'histoire dans les Balkans et la Turquie. Ljiljana Milinković, Ivan Maros, et Martin Basmaçi mettent en perspective un système éducatif et un enseignement de l'histoire influencés par de fortes tensions mémorielles et exposent les difficultés d'enseigner une histoire plurielle et inclusive des minorités lorsque le nationalisme positif est à l'honneur.

Une des grandes forces de toutes ces contributions réside dans leurs excellentes contextualisations de l'enseignement de l'histoire dans de nombreux pays différents, permettant au lecteur de s'enrichir d'expériences plurielles. Bien qu'il suscite les discussions, l'ouvrage peine à échapper au phénomène de juxtaposition des études. Toutefois, en donnant à voir des recherches aux méthodologies et aux corpus diversifiés, bien que non homogènes, cet ouvrage offre successivement la parole au cadre politique, législatif et institutionnel, mais surtout aux enseignants, qui sont mis à l'honneur, et parfois aux élèves. La multiplicité de ces voix met ainsi en évidence la complexité qu'il y a à intégrer les

différentes perspectives historiques dans l'enseignement de l'histoire nationale et constitue ainsi un point de départ stimulant pour la poursuite des travaux sur ce thème. S'agissant d'outiller les chercheurs et les enseignants dans la perspective d'un enseignement ouvert sur le monde, les différentes analyses de manuels scolaires, les conceptions des praticiens, les observations de classes et les récits d'élèves qui y sont exposés donnent à voir la diversité d'images plausibles d'une histoire dite commune, examinée au travers de plusieurs exemples. Le changement de terminologie «histoire nationale» pour lui préférer «histoire de

son propre pays», élargissant théoriquement le champ des contenus associés à cette discipline, nécessiterait toutefois d'être approfondi afin de réellement se distancier du cadre interprétatif de l'État-nation. Des résultats prometteurs et, en filigrane de ces chapitres, des questions traversantes apparaissent : quelle autonomie garantir aux enseignants dans l'enseignement d'une histoire oubliée par la majorité ? Comment éviter la canonisation de toute forme de récit d'histoire, bien que plus uniquement national ? Autant de questionnements prolifiques qui sont des portes d'entrée pour la poursuite des recherches en la matière.